

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 615

1^{er} mars 2016

SOMMAIRE

Adam Rishon S.A.	29474	HFS Discover Fund SICAV-SIF	29520
Aflou S.A.	29517	House Company S.à r.l.	29480
Barclays Lamorak Investments S.à r.l.	29520	IBTD GROUP S.A., société de gestion de patri- moine familial	29480
BMO & Associates	29475	Immodali S.A.	29480
CBRE Global Investors Luxembourg AIFM S.à r.l.	29476	Kamloops S.A.	29500
Clos Finance S.A.	29474	KIKATrans & TIM S.à r.l.	29502
Colcos S.A.	29476	Koener's Excellence Hotels S.A.	29499
Compagnie Financière de Fiequelmont S.à r.l.	29475	KVSM Luxembourg S. à r.l.	29503
Cyrus S.A.	29474	Lac Prop Co. A S.à r.l.	29482
DC Postal Service S.à r.l.	29474	Lac Prop Co. C S.à r.l.	29490
D. Holding S.A.	29474	LDF65 S.à r.l.	29479
EFOR-ERSA Ingénieurs Conseils	29475	L.I Beauty S.à r.l.	29506
EuroPRISA Luxembourg Holding Company PF S.à r.l.	29476	Lionfish Luxembourg S.à r.l.	29479
Excellence Hotels S.A.	29499	Logix VIII S.à r.l.	29481
Falcom Finance S.à r.l.	29481	MBERP II (Luxembourg) 11 S.à r.l.	29476
F.G. Fashion International s.à r.l.	29481	Pibaj S.A.	29477
Fiyasa Immo S.A.	29514	Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.	29479
FM Universal S.A.	29515	Residential Assembly JV	29478
Forester S.A., société de gestion de patrimoine familial	29516	Risk Properties S.A.	29477
Foxlease Food S.A.	29479	RP Residential Assembly S.à r.l.	29477
GL Europe Queens Court S.à r.l.	29520	S.G.L. S.à r.l.	29477
GO International Company SA	29475	Shetland Investment S.à r.l.	29478
G & P Properties S.à r.l.	29481	Sirius S.A.	29478
		Square Deal S.A.	29478
		Veldkamp-Meijer S.à r.l.	29475

Cyrus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 30, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 174.616.

Les comptes annuels au 31-12-2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Conseil d'Administration

Référence de publication: 2016056590/11.

(160016025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

DC Postal Service S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, 16, Zare Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 86.921.

Les comptes Annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jacques Deltenre
Gérant

Référence de publication: 2016056601/11.

(160016137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

D. Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 62.622.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016056592/10.

(160016548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Clos Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 80.016.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CLOS FINANCE S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2016056582/11.

(160016840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Adam Rishon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 112.871.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ADAM RISHON S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2016056472/11.

(160016928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Compagnie Financière de Ficquelmont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 4-6, Avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 159.533.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-1610 Luxembourg, le 03 septembre 2015.
Monsieur Bernard Mertens
Gérant

Référence de publication: 2016056584/12.

(160016952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

EFOR-ERSA Ingénieurs Conseils, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2422 Luxembourg, 7, rue Renert.
R.C.S. Luxembourg B 37.107.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pierre Kalmes / Jean-Claude Kieffer / Emmanuel Pfeiffenschneider
Les Gérants

Référence de publication: 2016055849/11.

(160015629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

GO International Company SA, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 177.483.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GO INTERNATIONAL COMPANY S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2016055936/11.

(160015614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Veldkamp-Meijer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9234 Diekirch, route de Gilsdorf, Camping op der Sauer.
R.C.S. Luxembourg B 165.155.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2016055556/10.

(160013957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

BMO & Associates, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 175.434.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2016055710/10.

(160015468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

CBRE Global Investors Luxembourg AIFM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 276.900,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 185.786.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 26 mars 2014, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1454 du 05 juin 2014.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CBRE Global Investors Luxembourg AIFM S.à r.l.

Représentée par Daniel Laurencin / Eric Binon

Manager /-

Gérants de la Société

Référence de publication: 2016055768/16.

(160015367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Colcos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 90.548.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COLCOS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016055787/11.

(160015139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

EuroPRISA Luxembourg Holding Company PF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2014 Luxembourg, 80, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 113.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2016.

Référence de publication: 2016055829/10.

(160015593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

MBERP II (Luxembourg) 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 183.132.

Il résulte des résolutions de l'associé prises en date du 04 décembre 2015 que:

- Monsieur Pierre Fontaine, né le 30 décembre 1966 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 12C, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée, en remplacement de Monsieur Abdoulie Yorro Jallow, gérant démissionnaire;

- le siège social de la Société est transféré au 12C Impasse Drosbach à L-1882 Luxembourg.

Par ailleurs le siège social de l'associé de la Société se situe désormais 12C Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

MBERP II (Luxembourg) 11 S.à r.l.

Référence de publication: 2015209009/17.

(150235123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Risk Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 63, rue d'Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 159.772.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle en date du 19 novembre 2015

La dénomination du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, ayant son siège au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a changé en ACCOUNTIS S.à r.l. Dès lors, il y a lieu de procéder à la modification auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
RISK PROPERTIES S.A.

Référence de publication: 2015209082/14.

(150235413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

RP Residential Assembly S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 138.036.

Il est porté à connaissance des tiers que Monsieur Ronald Jay HOYL a démissionné de ses fonctions en tant que Gérant catégorie B de la Société avec effet au 21 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 22 décembre 2015.

Référence de publication: 2015209086/12.

(150235001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

S.G.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 9, rue Goell.
R.C.S. Luxembourg B 163.091.

Extrait de l'Assemblée générale extraordinaire du 15 octobre 2014.

Les associées, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première décision - Nomination d'un gérant technique

Monsieur GIUSTINIANI Giuseppe, né le 9 septembre 1962 à Luxembourg, demeurant à L-8508 REDANGE-SUR-ATTERT, 16, rue Seitert est nommé au poste de gérant technique de la société S.G.L. S.à r.l. avec effet immédiat

Signature.

Référence de publication: 2015209087/14.

(150235295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Pibaj S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 177.525.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle en date du 18 décembre 2015

La dénomination du Commissaire aux Comptes, à savoir la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, ayant son siège au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a changé en ACCOUNTIS S.à r.l. Dès lors, il y a lieu de procéder à la modification auprès du RCS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
PIBAJ S.A.

Référence de publication: 2015209065/14.

(150234880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Residential Assembly JV, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 136.721.

Il est porté à connaissance des tiers que Monsieur Ronald Jay HOYL a démissionné de ses fonctions en tant que Gérant catégorie B de la Société avec effet au 21 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 22 décembre 2015.

Référence de publication: 2015209077/12.

(150234997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Shetland Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 181.556.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des résolutions de l'associé unique (ci-après l'«Associé Unique») prises en date du 30 novembre 2015 que:

1. L'Associé Unique a décidé la clôture de la liquidation de la Société;
2. Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour avis sincère et conforme

Référence de publication: 2015209088/15.

(150235128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Sirius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 118.937.

Veillez noter que KPMG Luxembourg S.à r.l. est devenue:

- KPMG Luxembourg, Société coopérative, en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé, immatriculée sous le numéro B 149133, ayant son siège social au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sirius S.A.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2015209089/15.

(150235393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Square Deal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 1-3, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 140.225.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 15 décembre 2015 que:

- Le siège social de la société est transféré de 36, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg à 1-3, rue d'Eich L-1461 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015209114/12.

(150235056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Lionfish Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 47.500,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 186.655.

Il est notifié qu'en date du 22 décembre 2015, la Société a pris la décision suivante:

- transfert du siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy L- 1855 Luxembourg, au 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Lionfish Luxembourg S.à r.l.
Martinus C.J. Weijermans
Gérant B

Référence de publication: 2015208973/15.

(150235059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 28.273.188,00.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 180.856.

Il est notifié qu'en date du 22 décembre 2015, la Société a pris la décision suivante:

- transfert du siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy L- 1855 Luxembourg, au 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ralph Coffman Luxembourg S.à r.l.
Martinus C.J. Weijermans
Gérant B

Référence de publication: 2015209075/15.

(150235058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2015.

Foxlease Food S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 167.471.

- La démission de Monsieur Pierre-Sifrein GUILLET de son mandat d'Administratrice catégorie B est acceptée avec effet au 15 décembre 2015.

Le 24 décembre 2015.

Certifié sincère et conforme
Pour FOXLEASE FOOD S.A.
Signature

Référence de publication: 2015210306/13.

(150236367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

LDF65 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 28.875,00.**

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2b, Ennert dem Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 134.749.

Cindy TEIXEIRA GHYS, gérant B de la Société, a changé d'adresse professionnelle et réside désormais au 2B Ennert dem Bierg, L-5244 Sandweiler.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015210497/11.

(150235818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

IBTD GROUP S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 155.969.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 23 décembre 2015, que la liquidation de la société, décidée en date du 16 septembre 2015, a été clôturée et que la société IBTD GROUP S.A., société de gestion de patrimoine familial, a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour: IBTD GROUP S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme liquidée

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Référence de publication: 2015210407/18.

(150236518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Immodali S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3514 Dudelange, 170, route de Kayl.
R.C.S. Luxembourg B 142.563.

—
Première résolution

L'assemblée décide de révoquer:

- La société CODEJA S.à r.l. ayant son siège à 18-20 rue Michel Rodange L-2430 Luxembourg de son poste de commissaire aux comptes.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer:

- La société CAP AUDIT SARL, RCS B199928, ayant son siège social 3 rue de Turi L-3378 à LIVANGE, au poste de commissaire aux comptes.

Son mandat expirera à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

Fait à Livange, le 1^{er} décembre 2015.

L'administrateur

Référence de publication: 2015210414/18.

(150236168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

House Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 111.525.

—
Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des associés tenue extraordinairement au siège social de la société en date du 21 décembre 2015

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, a décidé:

de procéder au transfert du siège social actuel, le 128, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, vers le 7 rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg.

de rendre ce transfert effectif à compter de la date de ce procès-verbal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015210383/18.

(150235760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

G & P Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1429 Luxembourg, 30, rue Tony Dutreux.
R.C.S. Luxembourg B 82.889.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des principales résolutions prises par l'associé unique en date du 15 décembre 2015

L'associé unique:

- Approuve le rapport du liquidateur et les comptes de la liquidation au 15 décembre 2015 ainsi que le rapport du commissaire à la liquidation,
- Déclare la clôture de la liquidation et constate que la société a définitivement cessé d'exister,
- Décide que tous les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pour une durée de cinq ans à compter de la clôture de liquidation au 30, rue Tony Dutreux à L-1429 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 décembre 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015210313/18.

(150236081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

Logix VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.457.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 8 décembre 2015

En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 8 décembre 2015, RF Acquisition S.à r.l. a transféré 85,680 de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 85,680 parts sociales d'une valeur de 0.01 Euro chacune, à la société Viento 2 S.à r.l., avec siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015210511/16.

(150235815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 décembre 2015.

F.G. Fashion International s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n'Roll.
R.C.S. Luxembourg B 67.405.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016055060/10.

(160014650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

Falcom Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 186.439.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Référence de publication: 2016055062/10.

(160014590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2016.

Lac Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 102.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 198.000.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of October.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.418, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by Hildegard Winnebeck, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 10 December 2015,

in its capacity as sole shareholder of LAC Prop Co. A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198.000, incorporated on 24 June 2015 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2228 of 25 August 2015 and whose articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, residing in Diekirch, on 23rd October 2015 and corrected on 24 November 2015 by the undersigned notary, residing in Diekirch, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

- to cancel all shares of class A ("Class A Shares") and consequently decrease the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) from its present amount of one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) to the amount of nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500);

- to decrease the share capital of the Company by eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) from nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500) to one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500) by the cancellation of, ninety thousand (90,000) shares of class B, ninety thousand (90,000) shares of class C, ninety thousand (90,000) shares of class D, ninety thousand (90,000) shares of class E, ninety thousand (90,000) shares of class F, ninety thousand (90,000) shares of class G, ninety thousand (90,000) shares of class H, ninety thousand (90,000) shares of class I and ninety thousand (90,000) shares of class J. The amount of eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) shall be allocated to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (i) Class B Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ii) Class C Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iii) Class D Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iv) Class E Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (v) Class F Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vi) Class G Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vii) Class H Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (viii) Class I and ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ix) Class J Shares of the Company;

- to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company;

- to subsequently amend article 13 of the articles of association of the Company; and

- Miscellaneous

III. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to cancel all shares of class A (“Class A Shares”) and consequently decrease the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) from its present amount of one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) to the amount of nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the share capital of the Company by eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) from nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500) to one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500) by the cancellation of, ninety thousand (90,000) shares of class B, ninety thousand (90,000) shares of class C, ninety thousand (90,000) shares of class D, ninety thousand (90,000) shares of class E, ninety thousand (90,000) shares of class F, ninety thousand (90,000) shares of class G, ninety thousand (90,000) shares of class H, ninety thousand (90,000) shares of class I and ninety thousand (90,000) shares of class J. The amount of eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) shall be allocated to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (i) Class B Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ii) Class C Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iii) Class D Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iv) Class E Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (v) Class F Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vi) Class G Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vii) Class H Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (viii) Class I and ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ix) Class J Shares of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500), represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares, (ii), ten thousand (10,000) shares of class B (the “Class B Shares”), (iii) ten thousand (10,000) shares of class C (the “Class C Shares”), (iv) ten thousand (10,000) shares of class D (the “Class D Shares”), (v) ten thousand (10,000) shares of class E (the “Class E Shares”), (vi) ten thousand (10,000) shares of class F (the “Class F Shares”), (vii) ten thousand (10,000) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) ten thousand (10,000) shares of class H (the “Class H Shares”), (ix) ten thousand (10,000) shares of class I (the “Class I Shares”) and (x) ten thousand (10,000) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares and on (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares and (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than twenty five thousand euro Euro (EUR 25,000.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class B Shares is the period starting on 11 December 2015 and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the “Class J Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class B to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles).

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness

or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 2% (or alternatively 9%) of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 3% (or alternatively 8%) of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 4% (or alternatively 7%) of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 5% (or alternatively 6%) of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 6% (or alternatively 5%) of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 7% (or alternatively 4%) of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 8% (or alternatively 3%) of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 9% (or alternatively 2%) of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% (or alternatively 1%) of the nominal value of the Class J Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am elften Tag des Monats Dezember,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.418, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125,000.-) hat,

hier vertreten durch Hildegard Winnebeck, Geschäftsführerin, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 10. Dezember 2015 erteilt wurde.

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der LAC Prop Co. A S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.000, gegründet am 24. Juni 2015 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2228 vom 25. August 2015, und deren Satzung zuletzt am 23. Oktober 2015 geändert und am 24. November 2015 korrigiert wurde durch Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, und bisher noch nicht veröffentlicht wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (die Gesellschaft),

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II A, SCSp SIF ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Dass die Agenda der außerordentlichen Generalversammlung wie folgt lautet:

Agenda

- Löschung sämtliche Anteile der Klasse A (“Klasse A Anteile”) und folglich Verringerung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von einhunderttausend Euros (EUR 100.000) vom derzeitigen Betrag von einer Million zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 1.012.500) auf einen Betrag von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500);

- Verringerung des Gesellschaftskapitals um achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500) auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500) durch Löschung von neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse B, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse C, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse D, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse E, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse F, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse G, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse H, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse I und neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse J. Der Betrag von achthundertzehntausend Euro (EUR 810,000) soll dem Rücklagenkonto der Gesellschaft verbucht werden durch die Verbuchung von neunzigtausend

Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (i) Klasse B Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ii) Klasse C Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iii) Klasse D Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iv) Klasse E Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (v) Klasse F Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vi) Klasse G Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vii) Klasse H Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (viii) Klasse I Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft.

- folglich Änderung des Artikels 5 der Statuten der Gesellschaft;
- folglich Änderung des Artikels 13 der Statuten der Gesellschaft; und
- Sonstiges

IV. Die Alleingesellschafterin fasst die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, sämtliche Anteile der Klasse A zu löschen (“Klasse A Anteile”) und folglich das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) zu verringern vom derzeitigen Betrag von einer Million zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 1.012.500) auf einen Betrag von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500);

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500) auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500) zu verringern durch Löschung von neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse B, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse C, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse D, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse E, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse F, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse G, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse H, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse I und neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse J. Der Betrag von achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) soll dem Rücklagenkonto der Gesellschaft verbucht werden durch die Verbuchung von neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (i) Klasse B Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ii) Klasse C Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iii) Klasse D Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iv) Klasse E Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (v) Klasse F Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vi) Klasse G Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vii) Klasse H Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (viii) Klasse I Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-), bestehend aus (i) zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen, (ii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse B (die “Klasse B Anteile”), (iv) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile und auf (i) Klasse B Anteile; (ii) Klasse C Anteile; (iii) Klasse D Anteile; (iv) Klasse E Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse G Anteile; (vii) Klasse H Anteile; (viii) Klasse I Anteile und (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, (i) Klasse B Anteilen; (ii) Klasse C Anteilen; (iii) Klasse D Anteilen; (iv) Klasse E Anteilen; (v) Klasse F Anteilen; (vi) Klasse G Anteilen; (vii) Klasse H Anteilen; (viii) Klasse I Anteilen und (ix) Klasse J Anteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000.-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert

werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerberwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerberwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerberwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse B Anteile; (ii) Klasse C Anteile; (iii) Klasse D Anteile; (iv) Klasse E Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse G Anteile; (vii) Klasse H Anteile; (viii) Klasse I Anteile und (ix) Klasse J Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerberwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerberwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse B ist die Periode beginnend am 11. Dezember 2015 bis längstens 31. Dezember 2016 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse C ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse B Periode bis längstens 31. Dezember 2017 (die Klasse C Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse D ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse C Periode bis längstens 31. Dezember 2018 (die Klasse D Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse E ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse D Periode bis längstens 31. Dezember 2019 (die Klasse E Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse F ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse E Periode bis längstens 31. Dezember 2020 (die Klasse F Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse G ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse F Periode bis längstens 31. Dezember 2021 (die Klasse G Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse H ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse G Periode bis längstens 31. Dezember 2022 (die Klasse H Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse I ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse H Periode bis längstens 31. Dezember 2023 (die Klasse I Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse J ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse I Periode bis längstens 31. Dezember 2024 (die Klasse J Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen, welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse B bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde).

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerberwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerberwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerberwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

$$AA = \text{Verfügbarer Betrag}$$

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD = sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE = Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenenfalls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegeben falls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

„Annullierungswert pro Anteil“ bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

„Zwischenbilanzen“ bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

„Zwischenbilanzzeitpunkt“ bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

„Gesamtannullierungsbetrag“ bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht

um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

(vi) die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse B Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 2% (oder alternativ 9%) des Nominalwerts der Anteilsklasse B entspricht

die Inhaber der Klasse C Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 3% (oder alternativ 8%) des Nominalwerts der Anteilsklasse C entspricht

die Inhaber der Klasse D Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 4% (oder alternativ 7%) des Nominalwerts der Anteilsklasse D entspricht

die Inhaber der Klasse E Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 5% (oder alternativ 6%) des Nominalwerts der Anteilsklasse E entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse G Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 7% (oder alternativ 4%) des Nominalwerts der Anteilsklasse G entspricht

die Inhaber der Klasse H Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 8% (oder alternativ 3%) des Nominalwerts der Anteilsklasse H entspricht

die Inhaber der Klasse I Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 9% (oder alternativ 2%) des Nominalwerts der Anteilsklasse I entspricht

die Inhaber der Klasse J Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% (oder alternativ 1%) des Nominalwerts der Anteilsklasse J entspricht

die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile“

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: H. WINNEBECK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21612. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205647/500.

(150231660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Lac Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 105.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 198.004.

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh day of October.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organized as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189.416, represented by its manager ECE Real Estate Partners S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.549 and a share capital of one hundred twenty-five thousand euro (EUR 125,000.-),

here represented by Hildegard Winnebeck, Director, with professional address at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, by virtue of a power of attorney dated 10 December 2015,

in its capacity as sole shareholder of LAC Prop Co. C S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198.004, incorporated on 24 June 2015 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2203 of 24 August 2015 and whose articles of incorporation have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary, residing in Diekirch, on 23rd October 2015 and corrected on 24 November 2015 by the undersigned notary, residing in Diekirch, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company).

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of the Company and represents the entire share capital of the Company;

II. That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

- to cancel all shares of class A ("Class A Shares") and consequently decrease the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) from its present amount of one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) to the amount of nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500);

- to decrease the share capital of the Company by eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) from nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500) to one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500) by the cancellation of, ninety thousand (90,000) shares of class B, ninety thousand (90,000) shares of class C, ninety thousand (90,000) shares of class D, ninety thousand (90,000) shares of class E, ninety thousand (90,000) shares of class F, ninety thousand (90,000) shares of class G, ninety thousand (90,000) shares of class H, ninety thousand (90,000) shares of class I and ninety thousand (90,000) shares of class J. The amount of eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) shall be allocated to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (i) Class B Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ii) Class C Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iii) Class D Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iv) Class E Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (v) Class F Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vi) Class G Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vii) Class H Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (viii) Class I and ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ix) Class J Shares of the Company;

- to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company;

- to subsequently amend article 13 of the articles of association of the Company; and

- Miscellaneous

III. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to cancel all shares of class A ("Class A Shares") and consequently decrease the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand euros (EUR 100,000) from its present amount of one million twelve thousand five hundred euro (EUR 1,012,500) to the amount of nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500).

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the share capital of the Company by eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) from nine hundred twelve thousand five hundred euro (EUR 912,500) to one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500) by the cancellation of, ninety thousand (90,000) shares of class B, ninety thousand

(90,000) shares of class C, ninety thousand (90,000) shares of class D, ninety thousand (90,000) shares of class E, ninety thousand (90,000) shares of class F, ninety thousand (90,000) shares of class G, ninety thousand (90,000) shares of class H, ninety thousand (90,000) shares of class I and ninety thousand (90,000) shares of class J. The amount of eight hundred and ten thousand euro (EUR 810,000) shall be allocated to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (i) Class B Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ii) Class C Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iii) Class D Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (iv) Class E Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (v) Class F Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vi) Class G Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (vii) Class H Shares; ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (viii) Class I and ninety thousand euro (EUR 90,000) on the share premium of (ix) Class J Shares of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500), represented by (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares, (ii), ten thousand (10,000) shares of class B (the “Class B Shares”), (iii) ten thousand (10,000) shares of class C (the “Class C Shares”), (iv) ten thousand (10,000) shares of class D (the “Class D Shares”), (v) ten thousand (10,000) shares of class E (the “Class E Shares”), (vi) ten thousand (10,000) shares of class F (the “Class F Shares”), (vii) ten thousand (10,000) shares of class G (the “Class G Shares”), (ix) ten thousand (10,000) shares of class H (the “Class H Shares”), (ix) ten thousand (10,000) shares of class I (the “Class I Shares”) and (x) ten thousand (10,000) shares of class J (the “Class J Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares and on (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares and (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than twenty five thousand euro Euro (EUR 25,000.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class B Shares; (ii) Class C Shares; (iii) Class D Shares; (iv) Class E Shares; (v) Class F Shares; (vi) Class G Shares; (vii) Class H Shares; (viii) Class I and (ix) Class J Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class B Shares is the period starting on 11 December 2015 and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending no later than on 31 December 2017 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2018 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending no later than on 31 December 2022 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2023 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2024 (the “Class J Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class B to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 2% (or alternatively 9%) of the nominal value of the Class B Shares;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 3% (or alternatively 8%) of the nominal value of the Class C Shares;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 4% (or alternatively 7%) of the nominal value of the Class D Shares;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 5% (or alternatively 6%) of the nominal value of the Class E Shares;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 6% (or alternatively 5%) of the nominal value of the Class F Shares;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 7% (or alternatively 4%) of the nominal value of the Class G Shares;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 8% (or alternatively 3%) of the nominal value of the Class H Shares;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 9% (or alternatively 2%) of the nominal value of the Class I Shares;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% (or alternatively 1%) of the nominal value of the Class J Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Contern, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am elften Tag des Monats Dezember,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCIENENEN:

Die ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF, organisiert als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé) in Form einer speziellen Kommanditgesellschaft (société en commandite spéciale), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 189.416, vertreten durch ihren Verwalter ECE Real Estate Partners S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 157.549 und ein Gesellschaftskapital von einhundertfünfundsingzigtausend Euro (EUR 125.000.-) hat,

hier vertreten durch Hildegard Winnebeck, Geschäftsführerin, geschäftsansässig in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund der Vollmacht, welche am 10. Dezember 2015 erteilt wurde.

in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin der LAC Prop Co. C S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach luxemburgischen Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter in L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.004, gegründet am 24. Juni 2015 gemäß Urkunde von Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2203 vom 24. August 2015, und deren Satzung zuletzt am 23. Oktober 2015 geändert und am 24. November 2015 korrigiert wurde durch Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, und bisher noch nicht veröffentlicht wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (die Gesellschaft),

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben dargestellt, hat den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

I. ECE European Prime Shopping Centre II C, SCSp SIF ist Alleingesellschafterin der Gesellschaft (die Alleingesellschafterin) und vertritt das gesamte Gesellschaftskapital;

II. Dass die Agenda der außerordentlichen Generalversammlung wie folgt lautet:

Agenda

- Löschung sämtliche Anteile der Klasse A ("Klasse A Anteile") und folglich Verringerung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von einhunderttausend Euros (EUR 100.000) vom derzeitigen Betrag von einer Million zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 1.012.500) auf einen Betrag von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500);

- Verringerung des Gesellschaftskapitals um achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500) auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500) durch Löschung von neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse B, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse C, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse D, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse E, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse F, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse G, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse H, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse I und neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse J. Der Betrag von achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) soll dem Rücklagenkonto der Gesellschaft verbucht werden durch die Verbuchung von neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (i) Klasse B Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ii) Klasse C Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iii) Klasse D Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iv) Klasse E Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (v) Klasse F Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vi) Klasse G Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vii) Klasse H Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (viii) Klasse I Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft.

- folglich Änderung des Artikels 5 der Statuten der Gesellschaft

- folglich Änderung des Artikels 13 der Statuten der Gesellschaft; und

- Sonstiges

IV. Die Alleingesellschafterin fasst die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, sämtliche Anteile der Klasse A zu löschen (“ Klasse A Anteile”) und folglich das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von einhunderttausend Euro (EUR 100.000) zu verringern vom derzeitigen Betrag von einer Million zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 1.012.500) auf einen Betrag von neunhundert-zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500);

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) von neunhundertzwölftausendfünfhundert Euro (EUR 912.500) auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500) zu verringern durch Löschung von neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse B, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse C, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse D, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse E, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse F, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse G, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse H, neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse I und neunzigtausend (90.000) Anteilen der Klasse J. Der Betrag von achthundertzehntausend Euro (EUR 810.000) soll dem Rücklagenkonto der Gesellschaft verbucht werden durch die Verbuchung von neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (i) Klasse B Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ii) Klasse C Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iii) Klasse D Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (iv) Klasse E Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (v) Klasse F Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (vi) Klasse G Anteile; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der; neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (viii) Klasse I Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000) als Kapitalrücklage der (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf einhundertzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-), bestehend aus (i) zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen, (ii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse A (die “Klasse A Anteile”), (iii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse B (die “Klasse B Anteile”), (iv) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse C (die “Klasse C Anteile”), (v) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse D (die “Klasse D Anteile”), (vi) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse E (die “Klasse E Anteile”), (vii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse F (die “Klasse F Anteile”), (viii) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse G (die “Klasse G Anteile”), (ix) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse H (die “Klasse H Anteile”), (x) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse I (die “Klasse I Anteile”) und (xi) zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse J (die “Klasse J Anteile”); jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile und auf (i) Klasse B Anteile; (ii) Klasse C Anteile; (iii) Klasse D Anteile; (iv) Klasse E Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse G Anteile; (vii) Klasse H Anteile; (viii) Klasse I Anteile und (ix) Klasse J Anteile der Gesellschaft über deren Nominalwert eingezahlten Emmissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, (i) Klasse B Anteilen; (ii) Klasse C Anteilen; (iii) Klasse D Anteilen; (iv) Klasse E Anteilen; (v) Klasse F Anteilen; (vi) Klasse G Anteilen; (vii) Klasse H Anteilen; (viii) Klasse I Anteilen und (ix) Klasse J Anteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von fünfund-zwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (i) Klasse B Anteile; (ii) Klasse C Anteile; (iii) Klasse D Anteile; (iv) Klasse E Anteile; (v) Klasse F Anteile; (vi) Klasse G Anteile; (vii) Klasse H Anteile; (viii) Klasse I Anteile und (ix) Klasse J Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen

oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse B ist die Periode beginnend am 11. Dezember 2015 bis längstens 31. Dezember 2016 (die Klasse B Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse C ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse B Periode bis längstens 31. Dezember 2017 (die Klasse C Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse D ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse C Periode bis längstens 31. Dezember 2018 (die Klasse D Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse E ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse D Periode bis längstens 31. Dezember 2019 (die Klasse E Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse F ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse E Periode bis längstens 31. Dezember 2020 (die Klasse F Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse G ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse F Periode bis längstens 31. Dezember 2021 (die Klasse G Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse H ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse G Periode bis längstens 31. Dezember 2022 (die Klasse H Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse I ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse H Periode bis längstens 31. Dezember 2023 (die Klasse I Periode).

Die Periode für die Anteile der Klasse J ist die Periode beginnend am Tag nach der Klasse I Periode bis längstens 31. Dezember 2024 (die Klasse J Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen, welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse B bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde).

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

“Verfügbarer Betrag” bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und (ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P = alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L = Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD = sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE = Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind).

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenen falls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegeben falls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

“Annullierungswert pro Anteil” bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

“Zwischenbilanzen” bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

“Zwischenbilanzzeitpunkt” bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

“Gesamtannullierungsbetrag” bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag.“

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

(iv) es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und

(v) übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

(vi) die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse B Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 2% (oder alternativ 9%) des Nominalwerts der Anteilsklasse B entspricht

die Inhaber der Klasse C Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 3% (oder alternativ 8%) des Nominalwerts der Anteilsklasse C entspricht

die Inhaber der Klasse D Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 4% (oder alternativ 7%) des Nominalwerts der Anteilsklasse D entspricht

die Inhaber der Klasse E Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 5% (oder alternativ 6%) des Nominalwerts der Anteilsklasse E entspricht

die Inhaber der Klasse F Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 6% (oder alternativ 5%) des Nominalwerts der Anteilsklasse F entspricht

die Inhaber der Klasse G Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 7% (oder alternativ 4%) des Nominalwerts der Anteilsklasse G entspricht

die Inhaber der Klasse H Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 8% (oder alternativ 3%) des Nominalwerts der Anteilsklasse H entspricht

die Inhaber der Klasse I Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 9% (oder alternativ 2%) des Nominalwerts der Anteilsklasse I entspricht

die Inhaber der Klasse J Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% (oder alternativ 1%) des Nominalwerts der Anteilsklasse J entspricht

die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile“

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Contern aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von der letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Signé: H. WINNEBECK, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 15 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21619. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205648/501.

(150231677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

**Excellence Hotels S.A., Société Anonyme,
(anc. Koener's Excellence Hotels S.A.).**

Enseigne commerciale: Boutique et Design Hôtel Le Clervaux / Hôtel International-Clervaux.

Siège social: L-9710 Clervaux, 10, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 152.381.

L'an deux mille quinze.

Le quinze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Koener's Excellence Hotels S.A., avec siège social à L-9710 Clervaux, 10, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 152.381 (NIN 2010 22 05 864),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 8 avril 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1023 du 15 mai 2010, et dont les statuts ont été modifiés comme suit:

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 1^{er} juin 2010, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1491 du 21 juillet 2010;

- suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 14 janvier 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 776 du 20 avril 2011.

Le capital social s'élève au montant d'un million deux cent mille Euros (€ 1.200.000.-), représenté par douze mille (12.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100.-) chacune, entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Monsieur Laurent WALLENBORN, comptable, demeurant professionnellement à L-6492 Echternach, 2, rue Thoull,

qui se nomme lui-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Sara CRAVEIRO, salariée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

Changement de la dénomination sociale en Excellence Hôtels S.A. ainsi que l'enseigne en Boutique et Design Hôtel Le Clervaux et Hôtel International-Clervaux avec modification afférente de l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de Excellence Hôtels S.A..

La société peut également faire le commerce sous l'enseigne Boutique et Design Hôtel Le Clervaux et Hôtel International-Clervaux."

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la société en Excellence Hôtels S.A. ainsi que l'enseigne en Boutique et Design Hôtel Le Clervaux et Hôtel International-Clervaux et par conséquent de modifier l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de Excellence Hôtels S.A..

La société peut également faire le commerce sous l'enseigne Boutique et Design Hôtel Le Clervaux et Hôtel International-Clervaux."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: L. WALLENBORN, S. CRAVEIRO, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11126. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205607/60.

(150231752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Kamloops S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 192.529.

L'an deux mille quinze, trente novembre.

Pardevant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «KAMPLOOPS S.A.», ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, section B

numéro 192.529, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 4 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 18 du 5 janvier 2015.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Vanessa ALEXANDRE, juriste, demeurant professionnellement à L-7593 Beringen, 7, Rue Wenzel.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sandrine ORTWERTH, salariée, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour le suivant (ci-après l'«Ordre du jour»):

- Renonciation aux modalités légales relatives aux convocations de l'assemblée;
- Dissolution anticipée et mise en liquidation de la Société;
- Nomination du liquidateur et définition de ses pouvoirs;

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été paraphée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut dès lors délibérer valablement sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, celle-ci décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur de la Société, Monsieur Etienne GILLET, expert-comptable, né à Bastogne (Belgique) le 19 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 3A, Boulevard du Prince Henri (ci-après le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève approximativement à HUIT CENTS EUROS (800.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, toutes connues du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ces dernières ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: V. ALEXANDRE, S. ORTWERTH, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 02 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/27483. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

Beringen, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205609/69.

(150230679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

KIKATrans & TIM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4149 Esch/Alzette, 37, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 202.388.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le quatre décembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Monsieur Kiki KIKANGALA EBULA YA BUANA,

commerçant, né à Athènes (GR) le 17 mai 1972, demeurant à B-9340 Ledeburg, Bremenulweg 86;

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer, comme suit:

Art. 1^{er}. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «KIKATrans & TIM SARL».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune d'Esch/Alzette.

Le siège social pourra être transféré sur simple décision de la gérance en tout autre endroit de la commune. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet le transport de marchandises par des véhicules de moins de 3,5 tonnes, la location de véhicules sans chauffeur ainsi que l'import/export de marchandises en général.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers.

La société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg, qu'à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute par décision de l'associé ou des associés.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros, représenté par cent (100) parts sociales, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125,-) euros, chacune.

Art. 6. Lorsque la société comprend plusieurs associés, les parts sont librement cessibles entre eux. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les cessions de parts ne sont opposables à la société et aux tiers que si elles ont été faites dans les formes prévues par l'article 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que cette loi a été modifiée.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé ou des associés.

Art. 10. L'associé ou les associés fixent les pouvoirs du ou des gérants lors de leur nomination.

Dans tous les cas, les décisions à prendre par les associés ne seront valablement prises qu'à la majorité des trois quarts.

Art. 11. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année à l'exception du premier exercice social qui débutera le jour de la constitution et se terminera le trente et un décembre deux mille seize.

Art. 13. A la fin de chaque exercice un bilan, un inventaire et un compte de profits et pertes seront établis. Le bénéfice net après déduction des frais d'exploitation, des traitements ainsi que des montants jugés nécessaires à titre d'amortissement et de réserves sera réparti comme suit:

- a) cinq pour cent (5%) au moins pour la constitution de la réserve légale, dans la mesure des prescriptions légales;
- b) le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de leurs parts, sans que toutefois aucun des associés ne puisse être tenu ou responsable au-delà du montant de ses parts.

Art. 14. En cas de dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les émoluments.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 15. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur.

Le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que l'exercice de l'activité sociale prémentionnée requiert le cas échéant l'autorisation préalable des autorités compétentes.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont toutes été souscrites par l'associé unique, Monsieur Kiki KIKANGALA EBULA YA BUANA, prénommé.

Toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12.500,-) euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Frais

Les frais de toute nature incombant à la société en raison de sa constitution sont estimés à 800.-€.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, l'associé représentant l'intégralité du capital social s'est réuni en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère comme dûment convoqué et a pris les résolutions suivantes

- Est nommée gérant unique pour une durée indéterminée, Monsieur Kiki KIKANGALA EBULA YA BUANA, prénommé, avec tous pouvoirs pour engager valablement la société en toutes circonstances par sa seule signature.
- L'adresse du siège de la société est fixée à L-4149 Esch/Alzette, 37, rue Romain Fandel;

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Kiki KIKANGALA EBULA YA BUANA, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 9 décembre 2015. Relation: DAC/2015/21206. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205614/83.

(150231792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

KVSM Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 113.289.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth of December.

Before the undersigned Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

SVP Worldwide Ltd., a limited liability company established and existing under the laws of Bermuda, having its registered office at Milner House, 18 Parliament Street, Hamilton, Bermuda, registered with the Bermuda Registrar of Companies under number EC35658,

here represented by Peggy Simon, employee, residing professionally at L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed for registration purposes.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") holding all the issued shares representing the entire share capital of KVSM Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 113289, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 9 December 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 676 on 3 April 2006 and whose articles of association have not been amended since (the "Company").

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500.-) shares, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, fully paid-up.

III. The Sole Shareholder then adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the Company's share capital by an amount of fifty euros (EUR 50.-) to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) to the amount of twelve thousand five hundred and fifty euros (EUR 12,550.-) by the issuance of two (2.-) new shares, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, which shall be subscribed and fully paid up by the Sole Shareholder, as follows:

Subscription - payment

The Sole Shareholder declared (i) to subscribe for two (2.-) newly issued shares, having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, and (ii) to fully pay them up by a contribution in kind consisting in forty thousand (40,000.-) shares representing the entire share capital of KSIN Luxembourg I S.à r.l., a private limited liability company incorporated and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 102724, having a total aggregate value of forty-two million one hundred and ninety-six thousand three hundred and seventeen euros and eighty-eight cents (EUR 42,196,317.88) to be allocated as follows:

- fifty euros (EUR 50.-) is to be allocated to the share capital of the Company; and
- forty-two million one hundred and ninety-six thousand two hundred and sixty-seven euros and eighty-eight cents (EUR 42,196,267.88) is to be allocated to the share premium account of the Company.

Evidence of the existence of the assets contributed to the Company has been duly given to the undersigned notary.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend the Company's articles of association to reflect the above resolutions. Consequently:

Article 5, first paragraph of the Company's articles of association is amended to read as follows:

" **Art. 5.1.** The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred and fifty euros (EUR 12,550.-) represented by five hundred and two (502.-) shares in registered form with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, this deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version will be prevailing.

WHEREOF, this deed was drawn up in Echternach, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, the proxy-holder signed this deed, together with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatorze décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire, de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SVP Worldwide Ltd., une société à responsabilité limitée établie et existante en droit des Bermudes, ayant son siège social au Milner House, 18 Parliament Street, Hamilton, Bermudes, enregistrée au Registre des sociétés des Bermudes sous le numéro EC35658,

ici représentée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signées ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrées avec elle.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte de ce qui suit:

I. La comparante est l'associé unique ("l'Associé Unique") détenant toutes les parts sociales représentant la totalité du capital de KVSM Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113289, constituée par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 9 Décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 676 le 3 avril 2006 et dont les statuts n'ont été modifiés depuis (la "Société").

II. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par cinq cent (500.-) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, entièrement libérées.

III. L'Associé Unique a ensuite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital de la Société à concurrence d'un montant de cinquante euros (EUR 50.-), afin de le porter d'un montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), à un montant de douze mille cinq cent cinquante euros (EUR 12.550.-), par l'émission de deux (2.-) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, qui seront intégralement souscrites et libérées par l'Associé Unique, comme suit:

Souscription - paiement

L'Associé Unique, déclare (i) souscrire à deux (2.-) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, et (ii) les libérer intégralement par un apport en nature composé de quarante mille (40,000.-) parts sociales correspondant à l'intégralité du capital social de KSIN Luxembourg I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social établi au 1, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102724, dont la valeur totale est de quarante-deux million cent quatre-vingt-seize mille trois cent dix-sept euros et quatre-vingt-huit centimes (EUR 42,196,317.88) alloués comme suit:

- cinquante euros (EUR 50.-) alloués au capital social de la Société; et
- quarante-deux million cent quatre-vingt-seize mille deux cent soixante-sept euros et quatre-vingt-huit centimes euros (EUR 42,196,267.88) alloués au compte de réserve de prime d'émission de la Société.

La preuve de l'existence des actifs apportés à la Société a été dûment rapportée au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

Suite aux résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier les statuts de la Société afin de de les mettre en concordance avec les résolutions ci-dessus. Par conséquent:

L' article 5, premier paragraphe des statuts de la Société est modifié pour se lire comme suit:

" **5.1.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent cinquante euros (EUR 12.550.-), représenté par cinq cent deux (502.-) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et de préciser qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, la mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11116. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205622/118.

(150231390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

L.I Beauty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 202.372.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eleventh of December.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

APPEARED:

1. Mr Amitaï ROSENGART, manager, born in Tel-Aviv (Israel), on 10 February 1987 residing at Meander 549, 1181WN, Amsterdam (Netherlands),

2. Mr Lioz ZOHAR, manager, born in Israel on 15 November 1987, residing at 18, Meineckestrasse D-40474 Düsseldorf (Germany).

here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of two proxies given under private seal.

The said proxies, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name. There is formed a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name "L.I Beauty S.à r.l." (hereafter the "Company"), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The Company purpose is the creation, installation, acquisition, direct and indirect exploitation of all stock in trade and distribution of articles and items directly or indirectly related to perfumery and product of care and cosmetics of any nature whatsoever.

3.2 It may carry out all movable, immovable, commercial and industrial operations relating directly or indirectly to its object.

3.3 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a "Société de Participations Financières" according to the applicable provisions.

3.4 It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.5 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated

companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

3.6 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.7 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.8 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder (s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and Voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on 1st of January of each year and shall terminate on 31st of December of the same year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on December 31, 2016.

Subscription - Payment

Thereupon, Mr Amitai ROSENGART, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to two hundred fifty (250) shares in registered form, with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to six thousand and two hundred fifty euro (EUR 6,250.-),

And Mr Lioz ZOHAR, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe to two hundred fifty (250) shares in registered form, with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to six thousand and two hundred fifty euro (EUR 6,250.-),

The amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately one thousand two hundred Euros.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1) The following persons is appointed as Manager of the Company for an indefinite period:

Mr Amitai ROSENGART, manager, born in Tel-Aviv (Israel), on 10 February 1987 residing at Meander 549, 1181WN, Amsterdam (Netherlands).

2) The registered office of the Company is set at L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le onze décembre.

Par-devant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

1. Monsieur Amitaï ROSENGART, gérant, né à Tel-Aviv (Israël), le 10 février 1987, demeurant professionnellement au Meander 549, 1181WN, Amsterdam (Pays-Bas).

2. Monsieur Lioz ZOHAR, gérant, né en Israël le 15 novembre 1987 demeurant professionnellement au 18, Meineckstrasse D-40474 Düsseldorf (Allemagne).

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination «L.I Beauty S.à r.l.» (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi") et par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 La société a pour objet la création, l'installation, l'acquisition et l'exploitation directe et indirecte de tout fonds de commerce et de distribution d'articles et objets liés directement ou indirectement à la parfumerie et aux soins et aux produits cosmétiques de quelque nature que ce soit.

3.2 Elle pourra faire en outre toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales et industrielles se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

3.3 La société a pour objet l'investissement immobilier ainsi que la réalisation de toutes opérations financières, notamment la souscription, l'acquisition, le transfert, la vente et la titrisation de (a) valeurs mobilières (représentant une dette ou autres) émises par des organismes et institutions internationales, des Etats souverains, des entreprises publiques ou privées ainsi que d'autres entités juridiques et (b) actifs et/ou de créances de tout autre genre ou nature.

3.4 Sans préjudice de ce qui précède, la société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur, à l'acquisition et à la liquidation de tous titres et autres instruments financiers; participer à la création, au développement et/ou au contrôle de toute entreprise; acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toutes autres manières, tous titres ou autres instruments financiers; les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement; accorder tout concours, prêt, avance ou garantie aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation; émettre des obligations et valeurs mobilières de toutes sortes en toutes devises et emprunter de toute autre manière; être partie à des contrats de swap et donner en gage, hypothéquer ou concéder de toute autre façon des garanties

sur ses biens et ses droits afin de garantir le paiement ou le remboursement de toute somme due par la société au titre ou en rapport avec des titres obligataires de toute nature émis de temps à autre par la société.

3.5 D'une façon générale, la société pourra utiliser toutes techniques et tous instruments relatifs à ses biens et/ou ses investissements permettant une gestion efficace de ceux-ci, y compris toutes techniques et tous instruments pour la protéger contre des risques de change et des risques de taux d'intérêts.

3.6 En général, la société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et procéder à toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale et industrielle qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les co-propriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n' (ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, Monsieur Amitai ROSENGART, prénommé et représenté comme spécifié ci-dessus, déclare souscrire aux deux cinq cinquante (250) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de six mille deux cents cinquante euros (EUR 6.250,-), et

Monsieur Lioz ZOHAR, prénommé et représenté comme spécifié ci-dessus, déclare souscrire aux deux cinq cinquante (250) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer entièrement par versement en espèces de six mille deux cents cinquante euros (EUR 6.250,-)

La somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, lequel le reconnaît expressément.

Coûts

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents euros.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt la Société constituée, les associés de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit a passé les résolutions suivantes:

1) La personne suivante est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Amitai ROSENGART, gérant, né à Tel-Aviv (Israël), le 10 février 1987, demeurant professionnellement au Meander 549, 1181WN, Amsterdam (Pays-Bas).

2) Le siège social de la Société est établi à L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

Constataion

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation GAC/2015/11079. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015205623/436.

(150231178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Fiyasa Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.628.

—
CLOSURE OF LIQUIDATION

L'an deux mille quinze,
le quinze décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIYASA IMMO S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 66.628 (la Société).

La Société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Norbert MÜLLER, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 13 octobre 1998, publié au Memorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 912 du 17 décembre 1998.

La société a été mise en liquidation suivant acte du notaire soussigné en date du 11 novembre 2015, non encore publié au Memorial C Recueil des Sociétés et Associations.

L'Assemblée est présidée par Madame Colette WOHL, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui nomme comme secrétaire Madame Peggy SIMON, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué Madame le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- L'assemblée générale extraordinaire tenue le 9 décembre 2015, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur, Madame Beatriz GARCIA, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, et a fixé à ce jour la présente assemblée ayant pour ordre du jour:

- 1.- Rapport du commissaire-vérificateur.
- 2.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 3.- Décharge à donner au liquidateur et au commissaire-vérificateur.
- 4.- Clôture de la liquidation.

II.- Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III.- Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- L'assemblée aborde l'ordre du jour.

1.- Rapport du commissaire vérificateur

L'assemblée approuve le rapport sur la liquidation établi par le commissaire-vérificateur, à savoir Madame Beatriz GARCIA, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation.

L'unique actif restant de la société, étant les actions de la société JAQUESTHER S.L., demeurant à Edificio Golden, Avenida Ricardo Soriano n° 72, 2°-D, Marbella (Espagne), avec C.I.F. B- 92.037.423, inscrite au Registro Mercantil de Malaga, tomo 2.275, libro 1188, folio 125, seccion 8, hoja MA-34.980, sont attribués à l'actionnaire unique, Monsieur David Azran, qui s'engage formellement à faire en Espagne toutes les démarches nécessaires pour le transfert de ces actions à son nom.

2.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes

L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat.

3.- Décharge au liquidateur et au commissaire-vérificateur

Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à Madame Colette WOHL, employée, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 5, Boulevard Royal, de sa gestion de la liquidation et au commissaire vérificateur Madame Beatriz GARCIA, prénommée.

4.- Clôture de la liquidation

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société S.A. a cessé définitivement d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents de la société seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à l'ancien siège social.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: C. WOHL, P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11122. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205410/69.

(150231518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

FM Universal S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 137.636.

DISSOLUTION

L'AN DEUX MILLE QUINZE,

LE NEUF DECEMBRE.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

CENTURY ENTERPRISES (FAR EAST) LIMITED, société de droit de Hong Kong, avec siège à 3rd Floor, Jonsim Place, 228 Queen's Road East, Wanchai, Hong Kong, enregistrée au Registre de commerce de Hong Kong sous le n° 1632523 (l'Associé Unique"),

ci-après appelée "la comparante"

représentée par Madame Françoise BRIANTAIS, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privée, donnée le 27 août 2015, laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a requis le notaire instrumentant d'acter:

1. La société anonyme FM UNIVERSAL S.A. société anonyme, ci-après dénommée "la Société", ayant son siège social à L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange, inscrite au Registre des Commerces et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 137.636, a été constituée sous la dénomination «DECO INTERNATIONAL S.A.» suivant acte dressé par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1086 du 2 mai 2008 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 838 du 30 mars 2012.

2. Le capital social s'élève à la somme trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois cent dix (310) actions, d'une valeur de cent euro (EUR 100) chacune.

3. Le comparant est le seul propriétaire de la totalité des actions de la prédite Société.

4. Le comparant, en sa qualité d'associé unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

5. Le comparant, en sa qualité de liquidateur de la Société a dressé un rapport de liquidation, et déclare:

- qu'il a réalisé, reçu ou va recevoir tous les actifs de la Société,

- que tous les passifs de ladite Société envers des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés,
- qu'il assume l'obligation de payer tout le passif actuellement connu ou inconnu.

6. Que le rapport du liquidateur a été dressé, en vertu des prescriptions de la Loi, et que sur cette base un rapport du commissaire à la liquidation a été établi par la société AMETIS DEVELOPMENT SA (R.C.S section B numéro 88.907), avec comme siège social à L-2273 Luxembourg, 4A rue de L'ouest, désignée "commissaire-vérificateur".

7. Le comparant accorde décharge pleine et entière aux administrateurs de la Société.

8. Les livres et documents de la Société sont conservés pendant la durée de cinq années au siège de la Société.

9. Que le comparant pourra procéder à l'annulation du registre des associés.

Et à l'instant le comparant, représenté comme il est dit, a présenté au notaire instrumentaire les actions qui ont été annulées par son mandataire en présence du notaire instrumentaire.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. BRIANTAIS, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 11 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/39487. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 décembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015205412/55.

(150231549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Forester S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 68.306.

L'an deux mille quinze, le quinze décembre,

par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché du Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique de FORESTER S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.306 (la Société).

La Société a été constituée suivant un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire alors de résidence à Luxembourg, le 22 janvier 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial), numéro 281 du 22 avril 1999. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 17 novembre 2015 suivant un acte reçu par le notaire instrumentant, dont la publication au Mémorial est en cours (la Société).

L'Assemblée est présidée par Peggy Simon, employée, avec adresse professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, qui nomme comme secrétaire Claudine Schoellen, employée, avec adresse professionnelle à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

L'Assemblée désigne comme scrutateur Peggy Simon, prénommée.

Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'Assemblée.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que l'agenda de l'Assemblée est le suivant:

- 1) Modification de l'année sociale de la Société et modification subséquente de l'article 10 des statuts de la Société;
- 2) Dissolution et mise en liquidation volontaire de la Société;
- 3) Nomination du liquidateur et détermination de ses pouvoirs; et
- 4) Divers.

II. Le nom de l'actionnaire représenté et le nombre de ses actions sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence ainsi que la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été signées ne varietur par le mandataire, le bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III. Il ressort de la liste de présence, que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont présentes ou représentées à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer et décider sur tous les points portés à l'ordre de jour, qui a été communiqué à l'avance à l'actionnaire unique.

IV. L'Actionnaire unique représenté par son mandataire décide alors de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'année sociale de la Société de sorte qu'elle commence le 15 décembre et s'achève le 14 décembre de l'année suivante.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 10.** L'année sociale commence le 15 décembre et finit le 14 décembre de l'année suivante. » L'Assemblée prend acte que l'année sociale en cours, qui a débuté le 1^{er} janvier 2015, s'achève par conséquent le 14 décembre 2015.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de la mettre en liquidation volontaire.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer FIDES (Luxembourg) S.A., une société anonyme dument constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg dont le siège social est établi au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 41469. Le Liquidateur est autorisé à accomplir, sous sa seule signature, tout ce qui est nécessaire à la liquidation de la Société et à la réalisation de ses actifs.

L'Assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

Le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et à exécuter toutes les opérations, y compris celles prévues à l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'actionnaire pour procéder dans les meilleures conditions à la réalisation de l'actif et au paiement de toutes les dettes de la Société. Le Liquidateur peut déléguer, sous sa seule responsabilité, certains de ses pouvoirs, pour des opérations ou des tâches spécifiquement définies, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser à l'actionnaire unique des acomptes sur le boni de liquidation, à condition que des comptes intérimaires soient établis.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en français.

Fait et passé à Echternach, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux membres du bureau, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 16 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11120. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 décembre 2015.

Référence de publication: 2015205417/71.

(150231386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

Aflou S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 202.360.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le trois décembre.

Par devant Maître Anja Holtz, Notaire de résidence à Esch sur Alzette

A comparu:

La société AIBM SA, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.632, dont le siège social est situé au 217, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Serge ATLAN.

Laquelle comparaisant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer.

Dénomination - Siège social - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «AFLOU S.A.».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, au Luxembourg et dans tous les pays:

La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligation, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société pourra facturer aux sociétés avec lesquelles elle entretient des liens de participation ou de filiale une rémunération d'assistance administrative, commerciale, juridique et financière.

La société pourra détenir des actions et des intérêts dans des sociétés en commandite par actions luxembourgeoises déjà constituées ou à constituer, et pourra agir comme gérant de ces sociétés.

Et, d'une façon générale, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou financières se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE Euros (31 000,00 €), représenté par TROIS CENT DIX actions (310) d'une valeur nominale de CENT Euros (100,00 €) chacune et libéré en totalité.

Les actions sont au porteur ou nominatives, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titre unitaire ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la Loi. Le capital pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par trois Administrateurs, actionnaires ou non.

Les Administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les actionnaires ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. L'Administrateur délégué a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre Administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'Administrateur délégué.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prévues par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit, le deuxième mercredi du mois de juin à 15 heures et pour la première fois en l'an 2016 à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que les modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille quinze.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

AIBM S.A., précitée Trois cent dix actions	310
TOTAL: trois cent dix actions	310

Toutes les actions ont été libérées en totalité par des versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE Euros (31 000,00 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire - rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Les parties comparantes évaluent les montants des frais, dépenses, rémunérations ou charge sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de mille Euros (1 000,00 €) approximativement.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, pré qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

1) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Serge ATLAN, né le 27.01.1953 à Batna (Algérie), demeurant 5, rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg;

- Madame Gaëtane MEILLEUR, née le 12.03.1970 à Schaarbeek (B), demeurant 42, rue de Viville, B-6700 ARLON;

- La société S.F.D. Sàrl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B122.811, dont le siège social se situe 171, route de Longwy, L-1941 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs seront exercés à titre gratuit.

2) Est appelé aux fonctions de Commissaire aux Comptes:

- RIS Cie S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B138.374, avec siège social au 217, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

3) Les mandats des Administrateurs et Commissaire prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle de l'an deux mille vingt (2020).

4) Le siège de la société est fixé à L-1471 Luxembourg, 217 route d'Esch.

5) Le dépositaire des actions au porteur de la société sera la société anonyme «Banque Internationale à Luxembourg», dont le siège social se situe à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch, (RCS Luxembourg numéro B 6.307).

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant s'est réuni le conseil d'administration des membres présents ou représentés.

Après en avoir délibéré, le conseil décide de déléguer la gestion journalière de la société, pré désignée, à Monsieur Serge Atlan précité, avec pouvoir de signature individuelle pour représenter la Société.

Dont acte, fait et passé à LUXEMBOURG, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Atlan, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 4 décembre 2015 - EAC/2015/28878 - Reçu soixante quinze euros = 75 €.-

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2015205119/133.

(150230904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

HFS Discover Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 193.042.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HFS Discover Fund SICAV – SIF

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2016056729/11.

(160016761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Barclays Lamorak Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 170.849.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015205176/14.

(150230618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2015.

GL Europe Queens Court S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.509.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016057405/9.

(160017037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.
